

ACS/2012/PC.DRAFTING.COMM.II/WP.001/Annexe I

LE CINQUIÈME SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET/OU DE  
GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION DES ETATS DES CARAÏBES.

LE PROJET DE DOCUMENT STRATÉGIQUE –  
ANNEXE I

**ANALYSE DÉTAILLÉ – TOURISME DURABLE**

## ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)

### Direction du tourisme durable (DTD) Evaluation des mandats de la Déclaration de Panama de 2005 Issus du Quatrième Sommet des Chefs d'Etat et/ou de Gouvernement

#### Introduction

Pour préparer sa contribution au document stratégique destiné au Cinquième Sommet de l'AEC, conformément au mandat octroyé à la Première Réunion du Comité de rédaction de la Déclaration du **CINQUIÈME SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET/OU DE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)**, tenu à la ville de Panama, au Panama, le 17 juillet 2012, la Direction a tenu compte des documents de référence et/ou informations ci-après :

- ❖ **DOCUMENT-CADRE : VERS UNE NOUVELLE VISION DE L'ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE**, en tant que document de référence pour l'élaboration de la **DECLARATION DE PANAMA DE 2005**; il fournit une analyse complète des mandats émis depuis le Premier jusqu'au Troisième Sommet de l'AEC ;
- ❖ Mandats reçus d'organismes émanant du Conseil des Ministres, y compris le Comité spécial sur le Tourisme durable, outre les discussions et décisions s'attachant au Programme de travail de l'AEC en matière de tourisme durable;
- ❖ Réalisations et initiatives globales et régionales dans la poursuite des objectifs du tourisme durable.

A titre de contribution au processus de rédaction de la Déclaration du Cinquième Sommet de l'AEC par les Etats Membres, la Direction a présenté ce qui suit :

1. Une évaluation et un constat de pertinence des mandats de la Déclaration de Panama, 2005, issue du Quatrième Sommet des Chefs d'Etat et/ou de Gouvernement de l'AEC ;
2. Des réflexions de la Direction du tourisme durable (DTD) sur les documents à présenter au Cinquième Sommet des Chefs d'Etat et/ou de Gouvernement, examinés et approuvés, en vue de leur présentation au Conseil des Ministres, à la XXIII Réunion du Comité spécial sur le Tourisme durable (CSTD-23), tenue à Managua, Nicaragua les 28 et 29 juin 2012
3. La contribution de la DTD au **DOCUMENT CADRE : Revitaliser la vision de l'AEC pour la consolider et renforcer l'Union**, issu de la **XXXVI RÉUNION DU BUREAU EXÉCUTIF DU CONSEIL DES MINISTRES**, tenue à Port d'Espagne, Trinité-et-Tobago, le 30 avril 2012.

En vertu de ce qui vient d'être mentionné, la Direction estime que l'évaluation telle qu'elle est présentée complète le document soumis à titre de contribution au document-cadre (annexe A) et fournit une toile de fond plus détaillée au texte proposé en Annexe 1.

# **Direction du tourisme durable (DTD) - Evaluation des mandats de la Déclaration de Panama de 2005 issus du Quatrième Sommet des Chefs d'Etat et/ou de Gouvernement**

TYPE DE DECLARATION	MANDATS QUATRIEME SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET/OU DE GOUVERNEMENT, DECLARATION DE PANAMA, 2005	OPINION DE LA DTD SUR LA PERTINENCE	EVALUATION PAR LA DTD DE L'EXECUTION DES MANDATS CONTENUS DANS LA DECLARATION DE PANAMA, 2005
Accord et fait	Nous reconnaissons que le secteur du tourisme constitue l'une des plus importantes sources d'investissement direct étranger, de revenus en devises et un important pourvoyeur d'emplois dans la région, et saluons donc les initiatives qui, au sein de l'AEC, visent à mettre en œuvre des programmes touristiques et à accroître le nombre de visiteurs dans la Zone, conformément au concept de durabilité.	<p><b>Pertinent</b></p> <p>Le tourisme est rapidement devenu l'industrie la plus importante de la région de la Grande Caraïbe, stimulé par le déclin progressif d'autres secteurs tels que ceux de l'agriculture et de l'industrie manufacturière. De nombreux Etats Membres et membres Associés de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC), cherchent à développer le tourisme non seulement pour sa contribution au développement économique et à la diversification des économies locales mais aussi parce qu'ils ont pris conscience du potentiel de cette industrie pour atteindre des objectifs liés au développement communautaire, à l'esprit d'entreprise, à l'inclusion sociale, à l'égalité des genres, à l'autonomisation des jeunes et à d'autres liens sectoriels.</p> <p>La contribution de l'industrie du tourisme des</p>	<p>La Direction a continué à aligner les domaines de travail du Programme de travail (PTTD) en matière de tourisme durable sur les objectifs de l'AEC de renforcer la coopération et le dialogue dans le domaine du tourisme durable. Pour cela, elle a présenté des propositions concrètes concernant les quatre principaux domaines programmatiques pour que le Comité spécial sur le tourisme durable les étudie, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>I. Création de la Zone de tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC)</li> <li>II. Promotion du tourisme multi-destinations</li> <li>III. Promotion des langues et cultures de la Grande Caraïbe</li> <li>IV. Mise en place du Réseau régional pour la protection et la sécurité des touristes</li> </ul>

		<p>pays de la Région de la Grande Caraïbe est importante et ne cesse de croître. Un rapport de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) indique que les voyages et le tourisme représentaient 14,8 pour cent du PIB de la région et environ 2,4 millions d'emploi, malgré les impacts de récession économique mondiale et les répercussions du 9/11.</p>	
Appel	<p>Nous reconnaissons que la Convention établissant la Zone de tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC) crée la première Zone de tourisme durable du monde. Nous invitons les Etats Membres et membres Associés qui ne l'ont pas encore fait et qui sont en mesure de le faire à envisager la possibilité de signer ou ratifier, selon le cas, la Convention et son Protocole, pour qu'ils puissent entrer en vigueur le plus tôt possible</p>	<p><b>Pertinent</b></p> <p>Il devient crucial que la Convention entre en vigueur car cela a des répercussions sur des facteurs tels que la mobilisation des ressources et la validité des projets à poursuivre.</p> <p>En l'absence d'une Convention pleinement effective, la communauté internationale hésite à engager des ressources dans une initiative qui ne possède pas d'instrument constitutif de base sous forme de Convention propre. L'incapacité à donner effet à la Convention donne l'impression que les Etats qui ont lancé cette initiative n'y croient pas ou y croient peu eux-mêmes.</p> <p>Il faut reconnaître que la création de la ZTDC est une initiative pionnière au niveau mondial qui encouragerait les progrès réalisés par la Grande Caraïbe en matière d'incorporation des principes du développement durable à la planification et à la gestion du tourisme intégré.</p>	<p>À cette date, onze (11) instruments de ratification ont été déposés. Cela signifie qu'il faut que quatre (4) autres accords ratifiés soient déposés pour que la Convention relative à la ZTDC puisse avoir force de loi</p> <p>Au nombre des pays qui ont signé la Convention mais n'ont pas déposé les instruments de ratification figurent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Groupe des Trois: Colombie et Venezuela;</li> <li>• Amérique centrale: Honduras;</li> <li>• Pays non regroupés: République dominicaine;</li> <li>• Pays de la CARICOM: Antigua et Barbuda; Barbade; Belize; Dominique; Guyana; Haïti; Jamaïque; St. Kitts et Nevis; St. Vincent et les Grenadines; et le Suriname.</li> </ul> <p><b>UNE APPROCHE PRAGMATIQUE DU PROJET DE ZTDC</b></p> <p>La décision de la Direction du tourisme durable de donner suite au projet de mise au point et</p>

			<p>d'application des indicateurs de tourisme durable dans la Grande Caraïbe, à défaut de l'entrée en vigueur de la ZTDC entrée en vigueur, a réussi à donner vie au concept de ZTDC en fournissant des outils tangibles et pratiques pour la sélection et l'évaluation des destinations touristiques qui doivent faire partie de la ZTDC.</p> <p>En ce moment, les diverses actions et activités menées dans le cadre du projet de ZTDC se déroulent à l'échelon de la destination, et aux niveaux institutionnel et régional, comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Achèvement de la deuxième et de la troisième phase du projet d'extension de la Zone de tourisme durable de la Grande Caraïbe (ZTDC) avec l'évaluation de douze destinations additionnelles;</li> <li>• Convocation de la Huitième Réunion du groupe d'experts sur les indicateurs de tourisme durable (STIE-8) pour débattre et diffuser les informations sur la deuxième phase des indicateurs de la ZTDC;</li> <li>• Conception d'un site Internet consacré à la ZTDC.</li> <li>• Mise au point des outils suivants d'évaluation des destinations : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Lignes directrices pour la sélection des destinations candidates;</li> <li>○ Modèle de formulaire pour le profil de la destination</li> <li>○ Formulaire d'évaluation de la destination</li> <li>○ Guide indicatif pour le formulaire d'évaluation de la destination</li> </ul> </li> </ul>
--	--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Liste des secteurs intéressés susceptibles de participer aux ateliers destinés aux destinations demandant à faire partie de la ZTDC.</li> </ul>
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rédaction des documents de conception de projet (PCD) pour mieux sensibiliser les organismes de financement et/ou les pays bailleurs de fonds et faciliter la mobilisation des ressources pour des projets et activités identifiés comme pouvant renforcer la ZTDC et la rendre opérationnelle, à savoir:                         <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place du site Web de la ZTDC (outil de gestion de l'information basé sur Internet), créé pour gérer les informations générales relatives à la ZTDC et à son processus de création, aux profils des destinations, aux outils de gestion et aux ressources des destinations.</li> <li>• L'établissement du mécanisme de coopération régionale de la ZTDC pour faciliter la consultation entre les parties intéressées par la ZTDC et leur interaction avec les organisations/organismes régionaux et internationaux pour les questions concernant la mise en place de la ZTDC.</li> <li>• Création de l'Observatoire de la ZTDC. Aligné sur l'initiative pour le tourisme mondial (OMTD) de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), il est conçu comme un outil de gestion de l'information permettant d'améliorer les échanges entre les organisations touristiques aux niveaux national et local et d'encourager l'utilisation d'indicateurs et d'outils apparentés.</li> </ul> </li> <li>• Réalisation d'exercices de renforcement de la</li> </ul>

Mandat	<p>Nous avons décidé que les <u>Ministres ou les plus hautes autorités des membres de l'AEC en matière de tourisme</u> convoqueraient, dans le cadre du Comité spécial sur le tourisme durable et conjointement avec les organisations de la Grande Caraïbe, une <u>réunion au cours du premier semestre 2006</u>, au cours de laquelle il serait procédé à un échange de données d'expériences et de propositions et alternatives concernant les politiques touristiques publiques, <u>lesquelles seraient étudiées, en particulier celles liées aux croisières</u>, afin d'évaluer les possibilités de ce type de tourisme contribuant le plus au développement durable du secteur dans les pays de la zone.</p>	<p><b>Pertinent</b></p> <p>La Réunion des ministres du tourisme de l'AEC (RMT) est considérée comme une plateforme politique pour les ministres du tourisme des différentes sous-régions de la Grande Caraïbe; elle leur permet de coordonner leurs efforts et de relever les défis communs en matière de tourisme, qui est l'un des secteurs économiques les plus importants pour notre région. Elle offre aussi l'occasion de fournir aux ministres des informations actualisées et pratiques qui les aident à mettre au point des politiques touristiques s'inscrivant dans une perspective durable.</p> <p>Les thèmes des réunions ministérielles et les questions annexes qui y sont liées sont choisis de manière à faciliter la formulation de politiques là où elles s'imposent et la mise au point de stratégies d'intervention qui peuvent être abordées grâce à la coopération. Les organisations internationales et régionales associées sont donc invitées à partager leurs initiatives et leurs réflexions sur des questions d'actualité complexes qui influent sur le développement du tourisme, telles que la protection et la sécurité des touristes, l'accessibilité par voie aérienne, la situation</p>	<p>capacité d'évaluation et de gestion des destinations aux niveaux local et/ou régional. Extension des indicateurs de durabilité. Projet d'inclure au moins une destination dans chacun des Etats membres de l'AEC.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La Première Réunion des Ministres du tourisme de la Grande Caraïbe (RMT-1) s'est tenue à La Havane, Cuba, le 19 octobre 2006, en présence de délégations de seize Etats Membres et d'un Membre associé et sous la présidence du ministre du tourisme de Cuba, M. Manuel Marrero Cruz. Les recommandations formulées par les ministres ainsi que leur engagement de développer le tourisme dans la Grande Caraïbe dans une perspective durable ont été recueillis dans la "Déclaration de La Havane sur le tourisme durable dans la Grande Caraïbe".</li> <li>2. Les décisions et recommandations de cette réunion des responsables de haut niveau du tourisme ont été recueillies dans la Déclaration de La Havane sur le tourisme dans la Grande Caraïbe (DHAV). Le Conseil des Ministres de l'AEC a signé l'Accord N° 11/07 institutionnalisant la DHAV.</li> <li>3. Reconnaissant l'importance du forum touristique de la Grande Caraïbe, la RMT-1 "a convenu d'analyser la proposition d'institutionnaliser la Réunion des ministres du tourisme de l'AEC sur une base biennale". La RMT-1 s'étant tenue en 2006, le CSTD a demandé aux Etats membres et membres</li> </ol>
--------	--	--	--

	financière mondiale et le changement climatique. La Réunion des ministres du tourisme a pour objectifs d'échanger des opinions, de consolider les actions communes susceptibles d'engendrer des bénéfices pour les divers membres de l'AEC et de proposer des alternatives pour accroître la contribution de l'industrie du tourisme au développement durable des pays de la Grande Caraïbe.  Les ministres du tourisme de différents pays de la Grande Caraïbe et des responsables de haut niveau du tourisme sont invités à échanger leurs opinions sur les alliances stratégiques dans le domaine du tourisme car il est lié à l'économie régionale, au transport, à l'environnement, ainsi que sur les initiatives régionales sur la diversification du produit et la participation de la communauté afin de garantir la durabilité de cette source de revenu qui est importante pour la Grande Caraïbe.  Des organisations internationales et régionales associées sont aussi invitées à partager leurs initiatives et leurs réflexions sur des questions d'actualité complexes qui influent sur le développement du tourisme, telles que la sécurité alimentaire, la situation financière mondiale et le changement climatique.  Compte tenu de l'interdépendance de nombreuses questions liées à l'industrie régionale du tourisme, pour élaborer l'ordre du jour de la RMT, le Comité Spécial et la Direction	Associés de l'AEC désireux d'accueillir la Deuxième Réunion des ministres du tourisme (RMT-2) en 2008 de le faire savoir. Cependant, aucun pays ne s'est proposé à accueillir cette réunion en 2008. C'est seulement lors de la Quatorzième Réunion ordinaire du Conseil des Ministres de l'AEC en janvier 2009 que la République de Colombie a présenté officiellement son offre d'accueillir la RMT-2 en avril 2009, offre qui a été acceptée aux termes de l'Accord N° 08/09 signé par la suite.
		4. La RMT-2 a donc eu lieu à Barranquilla le 24 avril 2009. La réunion, à laquelle participaient des délégations de huit Etats Membres (dont quatre au niveau ministériel) et de deux membres Associés, deux observateurs fondateurs (l'OCT et la CEPALC) ainsi que des experts de deux organismes régionaux spécialisés (IICA, CDEPA) et de l'Université d'Oxford, a adopté une série de recommandations recueillies dans la Déclaration de Barranquilla sur le tourisme durable dans la Grande Caraïbe (DBAQ). Les participants à la Réunion ont proposé d'envisager de changer la périodicité des RMT, pour qu'elles aient lieu une fois par an et non deux, comme cela avait été convenu à la RMT-1; toutefois, vu le nombre de réunions régionales et internationales qui requièrent chaque année la présence des ministres du tourisme, il a été recommandé d'être prudent dans le choix des dates de réunion annuelle des RMT de l'AEC.
		5. Conformément aux décisions adoptées à la



		<p>du tourisme de l'AEC travaillent en étroite collaboration avec les Directions de l'AEC chargées du commerce, du transport et de la réduction des risques et leurs Comités Spéciaux respectifs.</p>	<p>Réunion CSTD-22 de 2011, la Troisième Réunion des ministres du tourisme de la Grande Caraïbe (RMT-3) se tiendra en 2013.</p> <p>La Réunion CSTD -23 de 2012 s'est accordée sur ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ La question intitulée <b>'Renforcer la compétitivité de l'industrie du tourisme régional grâce au développement durable de niches de marchés'</b>.</li> <li>❖ L'Agenda doit inclure des études de cas et des exposés des représentant des pays et d'experts régionaux et internationaux pour consolider les connaissances et fournir des outils de renforcement des capacités et des stratégies pour le développement et le renforcement de niches de marchés touristiques régionales.</li> <li>❖ Le Président a suggéré de s'orienter vers ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Identification de marchés émetteurs de niches de marchés</li> <li>b. Les points faibles et les points forts de chaque pays</li> <li>c. Commercialisation</li> <li>d. Mise au point de produits et compétitivité.</li> </ul> </li> </ul>
--	--	---	--



		<p><u>INITIATIVES CONCERNANT LE TOURISME DE CROISIÈRE</u></p> <p>L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) rapporte que le tourisme de croisière génère environ 18 milliards \$ de dépenses de passagers par an et que c'est le secteur de l'industrie des voyages qui a connu la plus forte croissance au cours des vingt dernières années, avec une moyenne d'augmentation du chiffre de passagers de 7,4%. Le taux de croissance du tourisme de croisière est le double de celui du tourisme en général et on prévoit que cette croissance se poursuivra à l'avenir (OMT, 2010).</p>	<p><u>INITIATIVES CONCERNANT LE TOURISME DE CROISIÈRE:</u></p> <p>Lors de la Première Réunion des ministres du tourisme de la Grande Caraïbe (RMT-1), tenue en 2006 à La Havane, Cuba, les ministres du tourisme de la région ont commandé une étude sur l'impact du tourisme de croisière dans la Grande Caraïbe, dans le cadre de la contribution au développement durable du tourisme de croisière dans les Etats membres et membres Associés de l'AEC. Cette étude a été achevée en 2009 grâce à la collaboration entre la Direction du tourisme durable de l'AEC et celle du Transport.</p> <p>Les responsables du tourisme dans la région ont aussi convenu d'envisager la possibilité de créer une Association des destinations de croisière de la Caraïbe qui pourrait peser sur les discussions avec l'industrie et avoir un impact positif en ce qu'elle accroîtrait les avantages au bénéfice des Etats Membres et membres Associés de l'AEC, en particulier en augmentant le nombre des croisières".</p> <p>A la Deuxième Réunion des ministres du tourisme de la Grande Caraïbe (RMT-2), tenue en 2009 à Barranquilla, Colombie, on a proposé la création d'un Groupe de travail ad hoc pour développer le concept de cette Association.</p> <p><b>La Première Réunion du Groupe de travail ad hoc pour la création de l'Association des destinations de croisière de la Caraïbe (ACCD-WG-1)</b> s'est tenue à Managua, Nicaragua, le 10 décembre 2009 et avait été convoquée à l'issue de la Deuxième Réunion des ministres du</p>
--	--	---	--

		<p>tourisme de la Grande Caraïbe (RMT-2). Les participants à la réunion ont analysé un document intitulé <i>Document sur les objectifs, la composition, les fonctions et autres aspects institutionnels de l'Association des destinations de croisière de la Caraïbe (ACCD)</i>.</p> <p><b>La Deuxième Réunion du Groupe de travail ad hoc pour la création de l'Association des destinations de croisière de la Caraïbe (ACCD-WG-2)</b> s'est tenue à La Antigua, Guatemala, les 2 et 3 septembre 2009 et il y a été décidé d'engager un expert-conseil, la consultation portant sur ce qui suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Constitution (Statuts) et règlements internes de l'ACCD.</li> <li>• Plan stratégique et opérationnel pour le fonctionnement de l'ACCD incluant un Plan de financement durable pour l'ACCD.</li> </ul> <p>Les documents issus de cette consultation et les réactions de Etats Membres ont été rassemblés par le Secrétariat pour faciliter la prise de décisions à la <b>Troisième Réunion du Groupe Ad-Hoc de travail (ACCD-WG-3)</b>, qui s'est tenue à Managua, Nicaragua, les 15 et 16 juin 2011, ; ils devaient ensuite être présentés à la XXII Réunion du Comité spécial sur le tourisme durable (SCST-22) pour être débattus et révisés.</p> <p>La Direction a en outre parachevé des documents de recherche sur six questions prioritaires qui ont été définis par le Groupe de travail comme domaines d'intervention et d'engagement de l'industrie, à savoir:</p>
--	--	---

		<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Encourager l'acquisition de produits, biens et services auprès de fournisseurs locaux et/ou d'Etats Membres de l'AEC;</li> <li>2. Créer des emplois pour les citoyens de la Grande Caraïbe;</li> <li>3. Organiser des croisières de familiarisation pour les agences de voyages;</li> <li>4. Mise au point de programmes de protection du milieu naturel;</li> <li>5. Mise en œuvre d'un plan régional d'infrastructure pour le développement des croisières dans tous les pays de l'AEC en conjonction avec le plan pour la Més-Amérique;</li> <li>6. Développement de la coopération en ce qui concerne les routes de croisières à l'instar de la Baltique.</li> </ol> <p>Les documents de recherches ont été diffusés avec l'ensemble des documents pour l'ACCD-WG-3 dont ils font partie.</p> <p>A la Réunion CSTD-23, tenue à Managua, Nicaragua les 28 et 29 juin 2012, il a été convenu que le Groupe de travail ad hoc élaborerait, conjointement avec le Secrétariat, un rapport sur la situation actuelle et les progrès réalisés jusqu'à présent et s'accorderait sur les modalités et la voie à suivre pour la création de l'ACCD. Ce rapport devra être présenté avant novembre 2012 et sera communiqué aux Etats Membres en vue de recueillir leurs réactions, puis présenté à la prochaine Réunion du</p>
--	--	--

		<p>CSTD et au Conseil des Ministres de l'AEC pour la décision définitive. Cette approche a été approuvée par les participants à la Réunion.</p> <p>Ces derniers ont aussi approuvé la tenue du <b>Premier Symposium régional sur le tourisme de croisière et sur le renforcement des entreprises de la Grande Caraïbe : les possibilités offertes aux femmes.</b> Le Symposium compléterait le programme de promotion du tourisme multi-destinations en ce qui concerne l'échange de connaissances et de données d'expérience en matière de tourisme de croisière et soutiendrait les efforts pour promouvoir les langues et cultures de la Grande Caraïbe.</p>
--	--	---

## ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE

### XXIII REUNION DEL COMITE ESPECIAL DE TURISMO SOSTENIBLE (SCST-23) Y I REUNION PREPARATORIA DE LA III REUNION MINISTERIAL DE TURISMO DEL GRAN CARIBE (RMT-3) Managua, Nicaragua, 28-29 de junio, 2012

#### OBSERVATIONS DE LA DIRECTION DU TOURISME DURABLE (DTD) SUR LES DOCUMENTS QUI SERONT PRESENTES AU V SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET/OU DE GOUVERNEMENT

#### INTRODUCTION

La République d'Haïti a proposé d'accueillir le Cinquième Sommet des Chefs d'Etat et/ou de Gouvernement de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC). Ce Sommet, qui a pour thème: *Revitaliser la vision de l'Association des Etats de la Caraïbe pour une Grande Caraïbe plus forte et unie*, est pour l'instant prévu en novembre 2012, la date exacte restant à fixer.

Le Secrétariat a entrepris de préparer les documents de la réunion, qui incluent le document cadre et le projet de Déclaration et Plan d'Action, lesquels doivent être débattus à la Première Réunion du Comité de rédaction qui se tiendra en République du Panama le 17 juillet 2012. Les observations ci-après sont soumises aux Etats membres à titre de contributions des Directions en vue de leurs apports pour l'élaboration finale de ces documents.

Observations concernant le document cadre	Observations concernant le projet de Déclaration du V Sommet de l'AEC	Observations concernant le Plan d'action pour le V Sommet de l'AEC
<b>Etat d'avancement</b>	<b>Mandats</b>	<b>Outils</b>
Le Programme pour la création de la Zone de tourisme durable de la	Entamer des activités pour amplifier le concept, la pratique et le profil de la	1. Hâter l'entrée en vigueur de la Convention sur la ZTDC et de son Protocole

Caraïbe (ZTDC) prône l'identification de la Grande Caraïbe "comme une unité culturelle, socio-économique et diverse d'une grande richesse biologique, géographiquement définie, dans laquelle le développement du tourisme dépendra de la durabilité et des principes d'intégration, de coopération et de consensus, visant à faciliter le développement intégré de la Grande Caraïbe".	ZTDC conformément aux objectifs de la Commission de la mer des Caraïbes (CMC) et afin que la Grande Caraïbe soit déclarée Zone de développement durable.	<p>2. Mise au point du site Web de la ZTDC qui fonctionnera comme un outil d'information, de commercialisation et de ressources.</p> <p>3. Formalisation des mécanismes de soutien de la ZTDC qui incluront le Comité directeur et le Mécanisme régional de coopération (RCM).</p> <p>4. Association avec d'autres initiatives régionales et internationales telles que l'Organisation mondiale du tourisme de l'ONU (OMT) et l'Observatoire mondial du tourisme durable (OMTD).</p>
Le Programme concernant le tourisme multi-destination (TMD) cherche à faciliter et renforcer la coopération et le dialogue entre les secteurs du tourisme et du transport régional et a pour objectif d'utiliser et de promouvoir le TMD en tant qu'instrument permettant de protéger la part de marché de la destination "Caraïbe" sur les marchés extrarégionaux et d'accroître les flux de	<p>Promouvoir et améliorer les liaisons maritimes et aériennes au sein de la Grande Caraïbe et l'accès à cette dernière</p> <p>Faciliter les synergies entre les secteurs du tourisme et du transport en augmentant la collaboration entre les opérateurs économiques de ces deux secteurs.</p>	<p>1. Mettre en œuvre des initiatives telles que l'organisation de symposiums pour la mise en réseau et le dialogue, réaliser des études et des activités de recherche et formuler des recommandations concernant les approches pour la commercialisation du TMD et le développement de voyages à forfait basés sur les destinations multiples régionales, à l'intention des responsables des transports- ferrys, croisières et</p>

touristes intra régionaux.		industrie aéronautique- les autorités touristiques et les responsables de la gestion des destinations.
Le Programme pour la promotion des langues et cultures de la Grande Caraïbe vise à réduire les barrières linguistiques et à encourager et améliorer la connaissance des diverses cultures de la Grande Caraïbe, afin de faciliter et renforcer la coopération régionale.	<p>Renforcer les aptitudes des linguistiques des représentants du gouvernement et du secteur privé, des enseignants et des étudiants pour les langues parlées dans la Grande Caraïbe : anglais, français et espagnol, afin de développer au maximum le potentiel de coopération et le dialogue intra-régional dans les quatre domaines prioritaires de l'AEC : réduction des risques de catastrophes, transport, commerce et tourisme durable.</p> <p>Renforcer l'identité et l'orgueil de la région en améliorant la connaissance et la prise de conscience de ses cultures en contribuant en même temps à la promotion et au développement de la culture et à une meilleure compréhension du rapport entre tourisme durable et</p>	<p>1. Mise en fonctionnement de la structure institutionnelle du CPLC, ceci incluant le lancement du site Web du CPLC.</p> <p>2. Mise au point de mécanismes permettant de garantir la durabilité, la rentabilité et la reconnaissance internationale du programme du CPLC grâce à :</p> <p>3. La réalisation d'activités pour promouvoir et encourager les cultures de la Grande Caraïbe.</p>



	développement économique.	socio-
Le Programme concernant la création d'un réseau régional pour la protection et la sécurité des touristes vise à mettre en place un mécanisme de coopération régionale pour la protection et la sécurité des touristes afin de faciliter la collaboration inter-organismes et d'élaborer des plans d'actions spécifiques aux niveaux régional, national et institutionnel. Le principal objectif est de maintenir l'image de la Caraïbe considérée comme un paradis sûr et une destination hautement appréciée pour le tourisme et les investissements.	Mettre en place des mécanismes qui garantissent une approche multidimensionnelle de la protection et de la sécurité dans le secteur touristique de la Grande Caraïbe  Renforcer la collaboration et le dialogue entre les responsables des politiques en matière de tourisme, de sécurité et de réduction des risques de catastrophes des Etats membres et Membres associés de l'AEC pour faciliter et améliorer la gestion de la protection des touristes aux niveaux national et régional.	1. Mise en œuvre d'activités de partage des connaissances et de renforcement des capacités en matière de politiques de gestion des catastrophes et de préparation liées au tourisme. 2. Institutionnalisation des mécanismes de communication et coopération entre les pays et les organisations liées aux questions de tourisme et de sécurité pour établir des accords, procédures et meilleures pratiques en ce qui concerne la protection et la sécurité des touristes .
Coordination du Comité Spécial pour le tourisme durable (CSTD) et de la réunion des ministres du tourisme de la Grande Caraïbe (RMT), initiatives qui ont pour but de faciliter la discussion et le dialogue sur les priorités régionales et	Appuyer les activités du CSTD et la convocation des réunions annuelles du CSTD, et, parallèlement, encourager la coopération et le dialogue entre les responsables régionaux du tourisme et les parties intéressées du secteur privé des Etats membres et	1. Présenter des initiatives et faire approuver les activités proposées pour le CSTD 2. Mise en œuvre et suivi du Plan de travail pour le tourisme durable conformément aux mandats du CSTD et de la RMT 3. Convoquer des réunions du CSTD et de la RMT et inviter à des

<p>d'émettre des mandats pour orienter l'exécution du Programme de l'AEC en matière de tourisme durable, entre autres.</p>	<p>Membres associés pour harmoniser les efforts et aborder collectivement les défis dans le domaine du tourisme.</p> <p>Renforcer l'efficacité de la RMM et son rôle de plateforme pour les ministres du tourisme de la Grande Caraïbe, qui leur permet d'échanger des opinions et de renforcer des actions communes dont bénéficient les différents membres de l'AEC, ainsi que de proposer des alternatives pour accroître la contribution de l'industrie touristique au développement durable des pays de la Grande Caraïbe.</p>	<p>activités basées sur les directives des Etats Membres</p>
--	---	--

**Annexe : EXTRAIT DU DOCUMENT-CADRE : REVITALISER LA VISION DE L'ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE POUR UNE GRANDE CARAÏBE RENFORCEE ET UNIE EMANANT DE LA XXXVI<sup>e</sup> REUNION DU BUREAU EXECUTIF DU CONSEIL DES MINISTRES QUI A EU LIEU A PORT D'ESPAGNE, LE 30 AVRIL 2012**

---

**ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)**

**V SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET/OU DE GOUVERNEMENT**

Port-au-Prince, Haïti, 27 juillet 2012

**DOCUMENT-CADRE**

Revitaliser la Vision de l'Association des Etats de la Caraïbe  
pour une Grande Caraïbe renforcée et unie

**Extrait**

.....

**TOURISME DURABLE**

25. Le tourisme est l'une des grandes forces motrices du développement économique et social et fournit des sources d'investissement, d'emploi et de revenus en devises à la majorité des Etats membres de l'Association des Etats de la Caraïbe.
26. Le tourisme est une industrie multisectorielle qui engendre des bénéfices transversaux, lesquels ont un effet multiplicateur sur d'autres secteurs et dans les autres domaines prioritaires de l'AEC, qui sont d'une importance vitale pour le développement holistique de la région.
27. L'Accord a établi la création de la Zone de tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC) qui fournit les bases légales pour que la région parvienne à être reconnue au niveau international comme la première Zone de tourisme durable au monde, se prévalant de critères quantifiables dans les domaines environnemental, économique, social et culturel grâce aux indicateurs de durabilité.

28. La ZTDC s'efforce de relever les trois principaux défis du tourisme dans la région de la Grande Caraïbe, à savoir : le vieillissement prématuré des destinations touristiques qui entraîne une dévaluation rapide; les changements de préférence des consommateurs quant aux produits touristiques proposés et les grands facteurs qui nuisent à l'environnement terrestre et marin.
29. La ZTDC est une réponse viable à ces défis, son objectif étant de :
  - a. Maintenir la compétitivité et la durabilité des destinations pour générer des devises et des sources de travail, ainsi que leur contribution au PIB à partir des impôts, taxes, licences et autres droits imposés aux touristes et aux entreprises touristiques.
  - b. Garantir la participation de la communauté à la planification du tourisme et aux bénéfices de l'activité touristique. Le tourisme transforme les sociétés et les espaces, et les citoyens doivent comprendre cette réalité et aider à définir et contrôler les domaines touristiques à l'aide de mécanismes introduits par l'Etat et créés par la société civile.
  - c. Protéger l'environnement et la culture, qui sont des patrimoines fondamentaux de nos pays et jouent un rôle important dans le développement du tourisme.
30. Pour créer un environnement propice à la création, à la promotion et au renforcement du développement de la ZTDC, le Secrétariat a mis en œuvre des projets de coopération technique qui ont été considérés comme susceptibles de contribuer à soutenir l'effort visant à faire de la ZTDC une réalité. Il convient d'insister sur les progrès réalisés dans les domaines suivants à l'issue de la recherche des éléments clés du développement du tourisme durable :
31. Le projet de mise au point et d'application des indicateurs de durabilité du tourisme dans la Grande Caraïbe a réussi à insuffler une nouvelle vie au concept de ZTDC, en fournissant des outils tangibles et pratiques pour la sélection et l'évaluation des destinations touristiques qui feront partie de la ZTDC.
32. Le processus de création d'un Centre pour la promotion des langues et des cultures de la Grande Caraïbe (CPLC) et de son réseau, qui ont pour objectif de réduire les barrières linguistiques et de mieux faire connaître les différentes cultures de la Grande Caraïbe pour faciliter et améliorer la coopération régionale.
33. On est parvenu à établir une alliance stratégique dans le cadre du processus de création d'un mécanisme de coopération régionale pour la sécurité et la protection des touristes, en coordonnant la collaboration entre les divers organismes et renforçant les capacités aux niveaux régional, national et institutionnel. Le principal objectif de cette activité est de maintenir l'image d'une Caraïbe perçue comme un paradis sûr et une destination hautement appréciée pour les activités et les investissements touristiques.

34. Facilitation du dialogue entre les agences gouvernementales régionales et les organisations non gouvernementales en ce qui concerne le transport aérien et maritime, en promouvant le tourisme multi-destinations (TMD) considéré comme un outil permettant de défendre la destination "Caraïbe" sur les marchés situés en dehors de la région et d'accroître les flux de touristes intra-régionaux.

**47. Parmi les résultats dans le domaine politique figurent les suivants:**

- a. Signature d'un Protocole d'accord entre l'AEC et le gouvernement du Panama pour accueillir le Centre pour la promotion des langues et des cultures de la Grande Caraïbe (CPLC) dans le cadre du CPLC) – 6 août 2008
- b. Signature d'accords de coopération technique avec l'Université de West Indies, Campus de St. Augustine, qui sera le Centre d'excellence pour la composante de langue anglaise du CPLC – 25 mai 2010
- c. Fin du processus de négociation des accords de coopération technique avec les institutions sélectionnées au Venezuela et en Guadeloupe comme Centres d'excellence pour la composante des langues espagnole et française, respectivement, du CPLC.
- d. Prise de conscience accrue de l'importance des efforts destinés à éliminer les barrières linguistiques au sein de l'AEC; Et apporter leur soutien concernant la viabilité financière du Centre susmentionné.
- e. Progrès de la coordination avec d'autres organismes spécialisés dans le tourisme dans les quatre domaines et avec des sous-secrétariats régionaux tels que : OMT-ONU, IICA, OEA, OCT, SITCA, CDEMA, et les Secrétariats de la CARICOM et du SICA, outre le CCCCC et CARIBSAVE.
- f. Organisation, coordination et élaboration de la documentation pour la Deuxième Réunion ministérielle sur le tourisme de la Grande Caraïbe (RMT-2) et la Déclaration qui s'en est suivie.
- g. Renforcement de la volonté politique des Etats membres de créer une Association des destinations de croisières de la Caraïbe en consacrant cette importance par une série de consultations.
- h. Renforcement des capacités en matière de sécurité des touristes; et promotion du tourisme multi-destinations.

**48. Parmi les résultats dans le domaine technique figurent les suivants:**

D'ordre général

- a. Rédaction de rapports d'information et de données concernant tous les domaines programmatiques du tourisme durable et les projets et activités associés.
- b. Mise au point de la lettre d'information électronique intitulée "Dans la région" pour compléter et améliorer l'interaction entre les Etats membres de l'AEC et avec les contreparties régionales et internationales et mieux faire connaître la Zone de tourisme durable de la Caraïbe.

## ZTDC

- a. Achèvement de la Seconde Phase du projet d'amplication de la Zone de tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC), avec l'évaluation de sept destinations additionnelles.
- b. Convocation de la VIII Réunion du Groupe d'experts spécialistes des indicateurs de durabilité du tourisme (STIE-8), pour analyser et diffuser les informations portant sur la Seconde phase des indicateurs de la ZTDC.
- c. Conception d'un site consacré à la ZTDC sur Internet.
- d. Mise au point des outils suivants d'évaluation de la destination:
  - i. Directrices pour la sélection des destinations présentant leur candidature.
  - ii. Formulaire définissant le profil de la destination.
  - iii. Formulaire d'évaluation de la destination.
  - iv. Guide d'orientation pour le formulaire d'évaluation de la destination.
  - v. Liste des participants des différents secteurs suggérés pour participer aux ateliers des destinations demandant à faire partie de la ZTDC.
- d. Rédaction de Documents de concept de projet (DCP) pour faciliter le rapprochement avec les organismes de financement et/ou les pays bailleurs de fonds en matière de mobilisation des ressources, en fonction des projets et activités identifiés comme susceptibles de renforcer et d'opérationnaliser la ZTDC, comme suit:
- e. Mise en place du site Web de la ZTDC (outil de gestion de l'information sur Internet), créé pour gérer l'information générale sur la ZTDC et son processus de création, les profils des destinations et les outils de gestion des destinations et des ressources.
  - Mise en place du Mécanisme régional de coopération de la ZTDC pour faciliter les consultations entre ses parties ainsi que leur interaction avec les agences/organisations régionales et internationales, pour toutes les questions liées à la mise en place de la ZTDC.
  - Développement de l'observatoire de la ZTDC, aligné sur l'initiative sur le tourisme global (GOST) de l'Organisation mondiale du tourisme de l'ONU (OMT-ONU), en tant qu'instrument de gestion de l'information visant à améliorer les échanges entre les organisations de tourisme au niveau national et local et encourager l'utilisation d'indicateurs et d'outils analogues.
  - Organiser des exercices nationaux et/ou régionaux destinés à encourager la capacité d'évaluation et gestion de la destination.
  - Extension du projet concernant les indicateurs de durabilité pour inclure au moins une destination dans chacun des Etats membres de l'AEC.

#### RRSPT

- a. Elaboration d'une proposition et planification d'activités en vue de la convocation d'un séminaire/atelier destiné à renforcer les capacités dans domaine de la sécurité et de la protection des touristes, conjointement avec l'AIFIE, et rédaction d'un DCP pour obtenir plus de financement.
- b. Rédaction d'un rapport sur l'importance de la collaboration avec CARIBSAVE en matière de changement climatique en ce qui concerne les initiatives sur la gestion de la destination touristique du PTTS de l'AEC et leurs liens avec la sécurité et la protection des touristes.

#### TMD

- a. Convocation de la Première Foire du tourisme multi-destinations de la Caraïbe.
- b. Réalisation d'un document de base qui sera analysé par le groupe de travail Ad Hoc pour la création de l'ADCC.
- c. Coordination des services consultatifs chargés d'élaborer le projet de statuts et le Plan stratégique opérationnel de l'ADCC.
- d. Compilation des commentaires des Etats membres sur les objectifs et le cadre infrastructurel de l'ADCC.
- e. Réalisation d'une étude sur l'impact social, environnemental et économique de l'industrie des croisières et les instruments juridiques sur la protection du milieu marin et l'activité maritime existants au niveau international.
- f. Elaboration de six documents de recherche sur des questions d'intérêt commun dans le cadre du dialogue entre les Etats membres de l'AEC et l'industrie des croisières, abondant, entre autres, les questions suivantes:
  - i. Promotion de l'achat de produits, biens et services par l'entremise de fournisseurs locaux et/ou d'Etats membres de l'AEC.
  - ii. Création d'emplois à bord pour les ressortissants de la Grande Caraïbe.
  - iii. Organisation d'excursions pour que les agents de voyages se familiarisent avec les croisières.
  - iv. Mise au point de programmes de protection du milieu naturel.
  - v. Mise au point d'un plan d'infrastructure régionale pour le développement des croisières dans tous les pays de l'AEC, conjointement avec le Projet Mésoamérique
  - vi. Développement d'un canal de coopération pour les croisières, semblable à celui de la Baltique.
- g. Elaboration d'un document de recherche analysant, entre autres, les défis et possibilités que suppose la création et la tenue d'une Foire du tourisme durable de la Grande Caraïbe dans le cadre de l'ADCC, en tenant compte des foires touristiques et commerciales et des autres activités afférentes qui existent déjà ; élaboration de recommandations sur les prochaines étapes.

### CPIC

- a. Rédaction de Documents Concept de Projet (DCP) pour faciliter le rapprochement en matière de mobilisation des ressources avec les agences de financement et/ou les pays bailleurs de fonds, en fonction des projets et activités qui ont été identifiées comme aptes à renforcer et opérationnaliser le cadre institutionnel du CPIC et les échanges d'étudiants.
- b. Elaboration d'une proposition de projet pour promouvoir et encourager les cultures de la Grande Caraïbe en encourageant l'industrie du film dans la région.
- c. Formulation de recommandations et de stratégies destinées aux présentateurs de propositions de projets dans le cadre de la promotion de la culture de la Grande Caraïbe, en mettant plus particulièrement l'accent sur ce qui suit:
  - Un concours de champions du Carnaval de la Caraïbe (CCC) et une Conférence du Carnaval de la Caraïbe, chaque année.
  - "Chroniques de la Caraïbe", envisageant la production d'une série de documentaires de 30 minutes pour la télévision, montrant la culture, le patrimoine et les aspects attrayants de chacun des Etats membres de l'AEC en matière de tourisme et d'investissement.

### **49. Recommendations**

- a. Sous la conduite de ses membres, le Comité Spécial de l'AEC sur le tourisme durable a mis à exécution le programme de travail de l'Association et identifié les domaines prioritaires sur lesquels ce programme a mis l'accent, comme cela a été dit auparavant: création de la Zone de tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC); du Réseau régional pour la sécurité et la protection des touristes; Centre pour la promotion des langues et des cultures de la Grande Caraïbe, qui facilitera l'apprentissage des trois langues officielles de l'AEC; et développement du tourisme multi-destinations. Le ferme engagement de réaliser les différents projets et activités ne pourra se maintenir que si des fonds sont assignés à partir des différents budgets nationaux pour l'exécution des différents projets et la participation aux réunions du Comité Spécial de l'AEC sur le tourisme durable et à d'autres réunions du même type de l'Association.
- b. Le programme de travail dans le domaine du tourisme durable de l'AEC requiert un ajustement des ressources financières et humaines actuellement destinées à son exécution. Il est donc impératif que la Direction œuvre en synergie avec d'autres organisations régionales et internationales pour unir tous les efforts déployés dans la région et éviter leur superposition et leur duplication. On reconnaît que la possibilité de s'acquitter des mandats de la Direction sera facilitée par la collaboration des Etats membres aux projets et activités, ainsi que par un budget programme adéquat, la participation aux activités des contreparties et un cadre constructif de gestion institutionnelle.
- c. Enfin, il est fondamental que le principal instrument légal relatif au tourisme durable dans la Grande Caraïbe, qui est l'Accord en vue de la création de la Zone de tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC) et son protocole, soit ratifié et entre en vigueur.





Le soutien des ministres du tourisme est un catalyseur fondamental pour promouvoir les actions nécessaires dans chaque Etat. La création de la ZTDC est une initiative pionnière au niveau mondial qui encouragera les progrès de la Grande Caraïbe en matière d'incorporation des principes du développement durable à la planification touristique intégrée.

.....